



AVIS D'INFORMATION SUR L'ATTRIBUTION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION DOMANIALE PAR SNCF RESEAU SANS PROCEDURE DE SELECTION PREALABLE (Article L.2122-1-3 du CG3P)

- 1. SNCF Immobilier - Direction Immobilière Territoriale** Centre-Ouest de SNCF Immobilier, dont les bureaux sont sis 9 rue Nina Simone, BP 34112 – 44041 NANTES CEDEX 01, représentée par son Directeur Monsieur Laurent FEVRE dûment habilité. SNCF Immobilier (branche Immobilière de SNCF) agissant au nom et pour le compte de SNCF Réseau et conformément à la convention de gestion et de valorisation immobilière du 30 juillet 2015 par laquelle SNCF Immobilier a été mandatée pour la gestion et la valorisation du patrimoine immobilier de SNCF Réseau.
- 2. Occupant :**
La Société LORIF au capital de 30 489,80 Euros, immatriculée au registre du commerce de LORIENT sous le n°380 612 028, dont le siège est situé 2 impasse Des Indes à LORIENT (56100).
- 3. Bien occupé :** Le BIEN est situé sur le site de **LORIENT GARE**, Rue Eugène Mancel, LORIENT (56100) et est repris au cadastre de ladite commune sous le **n°287p et 292 de la Section DK**.
Le BIEN est situé entre le **Pk 000+086 et le Pk 000+024** de la **ligne n°499500** (Voie du port de Lorient), il porte la référence : **UT002974N / Lot T024p**. Le BIEN immobilier occupe une superficie d'environ **778 m²** de terrain nu.
- 4. Justification de la décision de ne pas mettre en œuvre la procédure de sélection préalable**
 - 4.1. En droit**

Article L.2122-1-3 du CG3P	A cocher
. Une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause	
. Le titre est délivré :	
a) A une personne privée sur les activités de laquelle l'autorité compétente est en mesure d'exercer un contrôle étroit	
b) A une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de l'autorité compétente	
. Une première procédure de sélection s'est révélée infructueuse	
. Une publicité suffisante pour permettre la manifestation d'un intérêt pertinent est demeurée sans réponse	
. Les caractéristiques particulières de la dépendance le justifient au regard de l'activité économique projetée, notamment :	
a) Géographiques	<input checked="" type="checkbox"/>
b) Physiques	
c) Techniques	
d) Fonctionnelles	
e) Ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation	
. Des impératifs tenant à l'exercice de l'autorité publique ou à des considérations de sécurité publique le justifient	
. Autres motifs non expressément mentionnés	

4.2. En fait :

En l'espèce, le terrain présente une partie d'un bâtiment, construction réalisée par un tiers. Le BIEN est mis à disposition à usage de « Maintien de la construction (bâtiment) de l'OCCUPANT qui empiète sur le BIEN. Ce bâtiment abrite des activités de bureaux, d'entrepôts et d'activité associatives ».

5. Information :

Pour plus d'informations merci de contacter par courriel : Mme Capucine MOUENY-MELLHOT
Courriel : cmouenymellhot@nexity.fr

6. Modalités de consultation de la convention d'occupation :

Sous réserve notamment des secrets protégés par la loi, tout intéressé qui en fait la demande peut obtenir accès au contrat objet du présent avis, par consultation.

Les demandes de consultation, sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, aux coordonnées suivantes :

NEXITY PROPERTY MANAGEMENT

LA KANOA

6 Rue René Viviani, CS 56206,

44262 NANTES CEDEX

La consultation aura lieu uniquement sur place.

7. Information sur les recours :

Recours en contestation de la validité du contrat de 2 mois devant :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien, 3, Contour de la Motte, CS44416, 35044 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr